Refus du ministre de reporter le Conseil supérieur de l'Éducation du 10 novembre, jour de mobilisation dans l'Éducation

L'intersyndicale de jeunesse, celle de l'Enseignement supérieur et la recherche et celle de l'Éducation appellent ce 10 novembre la jeunesse et les personnels à être en grève, en manifestation et dans les rassemblements pour faire entendre leurs revendications.

Mais ce 10 novembre, doit se tenir au ministère de l'Éducation nationale, un Conseil supérieur de l'Éducation (CSE). Les représentant·es au CSE de la FSU, de FO, de la CGT, de SUD, de la FCPE, de la FAGE et de l'Union étudiante ont demandé le report de cette séance, comme cela en est l'usage, pour laisser toute la place à la mobilisation sans retenir quiconque dans des instances.

Le ministère en a décidé autrement et maintient le CSE au risque que le quorum ne soit pas atteint.

A l'image des propos de ministre E. Geffray qui demande aux lycéen·nes de retourner en cours sans avoir apporté de réponse politique à leurs revendications, les organisations syndicales des personnels, de la jeunesse, des parents d'élèves seraient donc empêchées à leur tour de se mobiliser dans la rue ?

Elles condamnent cet arbitrage politique et confirment qu'elles ne participeront pas au CSE du 10 novembre.

Afin de jouer pleinement leur rôle au sein de cette instance démocratique, elles comptent sur l'absence de quorum pour que le CSE ne se tienne pas et soit reconvoqué le 18 novembre.

Paris, le 9 novembre 2026